

Séance 3

Associations de l'aide aux personnes

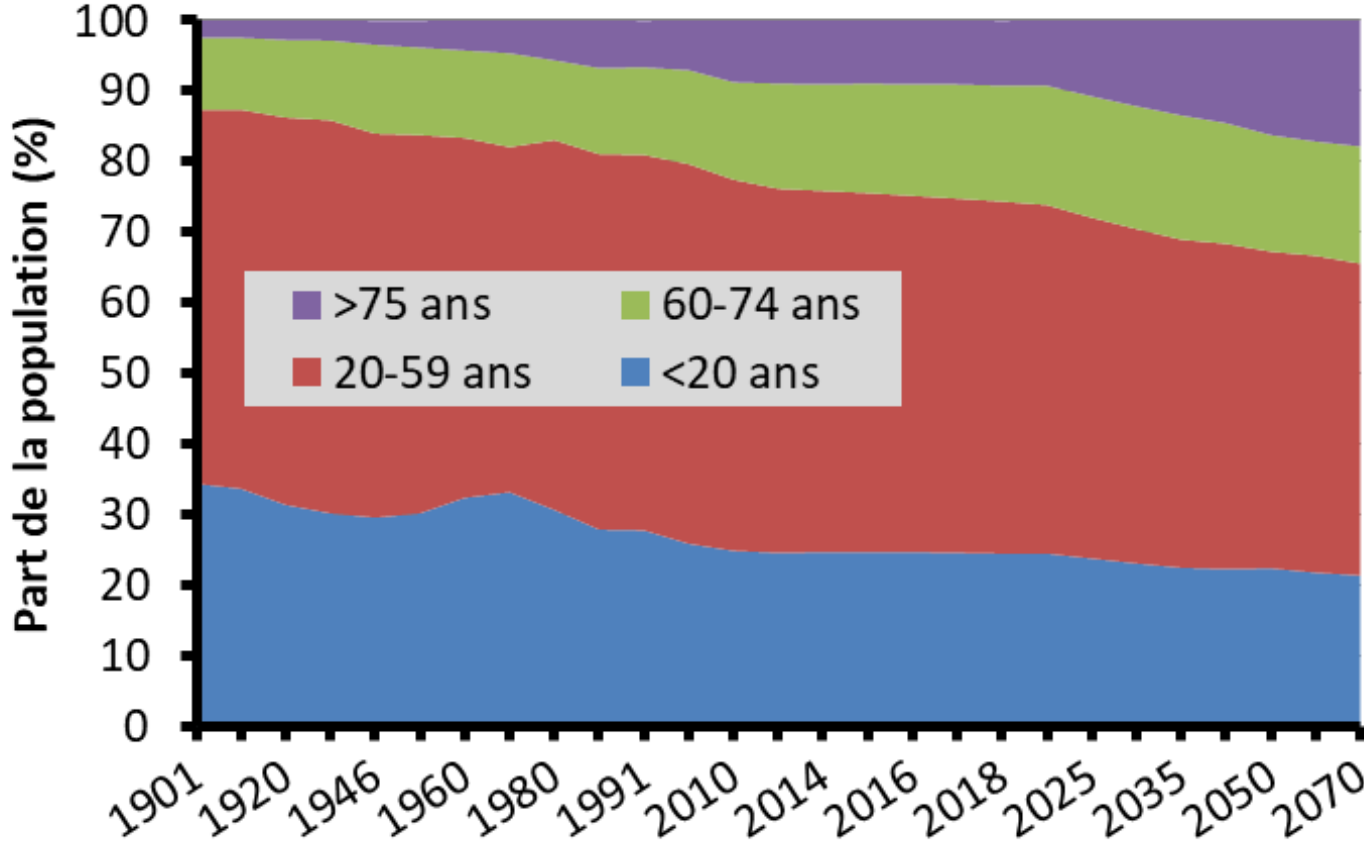
Plan de la session

1. Changements technologiques/démographiques
2. Logique de délégation d'offre de soins – APA
3. Logique d'incitation à l'emploi – crédit d'impôt
4. Des conditions de travail dégradées

Plan de la session

- 1. Changements technologiques/démographiques**
2. Logique de délégation d'offre de soins – APA
3. Logique d'incitation à l'emploi – crédit d'impôt
4. Des conditions de travail dégradées

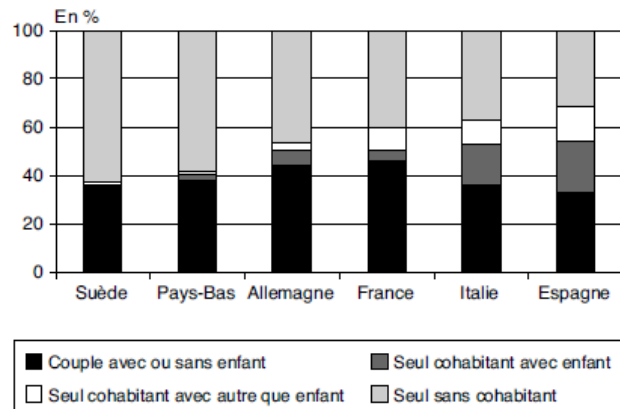
Changement démographique



Source : insee

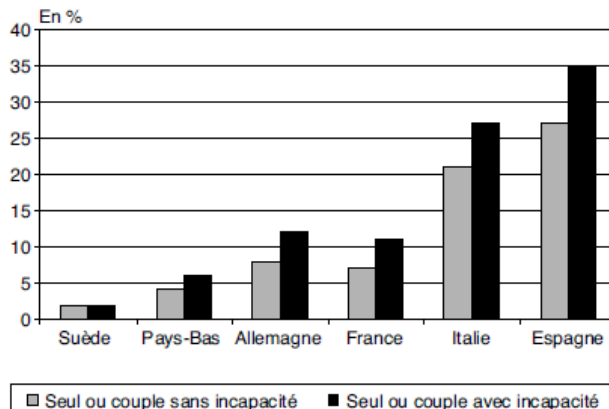
Incidence sur les enfants

Graphique I
Configuration des ménages des personnes âgées dépendantes



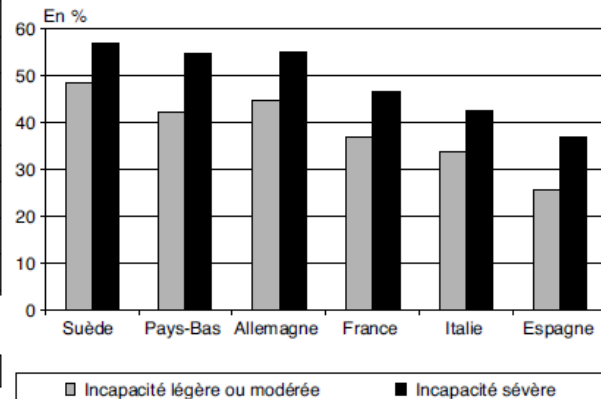
Lecture : un individu « seul » est un individu sans conjoint.
 Champ : ménages des personnes âgées de plus de 65 ans souffrant d'incapacité sévère ou d'incapacité modérée ou légère, données pondérées.
 Source : enquête Share, 2004.

Graphique II
Proportion de ménages dans lesquelles une personne âgée cohabite avec un enfant



Lecture : un individu « seul » est un individu sans conjoint.
 Champ : ménages des personnes âgées de plus de 65 ans, données pondérées.
 Source : enquête Share, 2004.

Graphique III
Proportion de ménages recevant une aide à distance de l'entourage selon le niveau d'incapacité



Champ : ménages des personnes âgées de plus de 65 ans souffrant d'incapacité sévère ou d'incapacité modérée ou légère, couples à deux dépendants exclus, données pondérées.
 Source : enquête Share, 2004.

Fontaine, Gramain, Wittwer (2007) *Les configurations d'aide familiales mobilisées autour des personnes âgées dépendantes en Europe*, Economie et statistique, 403-404, 97-115

Incidence sur les enfants

Tableau 1

Proportion de personnes âgées dépendantes soutenues par leur entourage

En %

	Allemagne	Espagne	France	Italie	Pays-Bas	Suède
Personnes âgées dépendantes cohabitant avec une autre personne	54	68	60	63	42	37
Personnes âgées dépendantes seules recevant une aide à distance	29	16	26	24	37	42
Total des personnes âgées dépendantes soutenues par l'entourage	83	85	86	87	79	79

Lecture : en Allemagne, 83 % des personnes âgées dépendantes sont soutenues par leur entourage, sous une forme ou sous une autre ; 54 % cohabitent avec quelqu'un, 29 % vivent seules mais reçoivent une aide à distance.

Champ : ménages des personnes âgées de plus de 65 ans souffrant d'incapacité sévère ou d'incapacité modérée ou légère, couples à deux dépendants exclus, données pondérées.

Source : enquête Share, 2004.

Fontaine, Gramain, Wittwer (2007) *Les configurations d'aide familiales mobilisées autour des personnes âgées dépendantes en Europe*, Economie et statistique, 403-404, 97-115

Incidence sur les enfants

Tableau 3

Taux d'implication à distance des enfants auprès de leur parent dépendant selon qu'il est seul ou en couple

En %

	Filles			Fils			Ensemble des enfants		
	Avec conjoint	Sans conjoint	p* (1)	Avec conjoint	Sans conjoint	p* (1)	Avec conjoint	Sans conjoint	p* (1)
Allemagne	21	46	< 0,01	17	26	0,28	19	37	< 0,01
Espagne	6	44	< 0,01	10	18	0,26	8	29	< 0,01
France	14	41	0,01	2	26	< 0,01	8	35	< 0,01
Italie	21	19	0,88	5	13	0,34	14	17	0,72
Pays-Bas	6	25	0,02	8	23	0,04	7	24	< 0,01
Suède	6	46	< 0,01	10	35	< 0,01	8	40	< 0,01

1. Probabilité critique du test bilatéral d'égalité des taux selon la situation matrimoniale du parent dépendant.

Lecture : en Allemagne, 21 % des filles participent au soutien à distance de leur parent dépendant quand ce dernier a un conjoint alors qu'elles sont 46 % quand il n'en a pas. La probabilité de se tromper en disant que ces deux proportions sont différentes est inférieure à une chance sur cent.

Champ : enfants de personnes âgées dépendantes de plus de 65 ans ayant un nombre d'enfants inférieur ou égal à trois, couples de dépendants exclus, données pondérées.

Source : enquête Share, 2004.

Fontaine, Gramain, Wittwer (2007) *Les configurations d'aide familiales mobilisées autour des personnes âgées dépendantes en Europe*, Economie et statistique, 403-404, 97-115

Incidence sur les enfants

Taux d'implication des enfants auprès de leurs parents dépendants sans conjoint, par taille de fratrie

En %

	Allemagne	France	Italie	Espagne	Pays-Bas	Suède
Fratrie de 1	64 (37)	68 (24)	76 (26)	63 (41)	58 (10)	53 (28)
Fratrie de 2	44 (82)	46 (58)	40 (54)	45 (106)	30 (66)	44 (104)
Fratrie de 3	27 (63)	27 (69)	24 (72)	39 (84)	20 (75)	29 (102)

Proportion de personnes âgées dépendantes sans conjoint recevant de l'aide d'un ou de plusieurs enfants

En %

	Allemagne	France	Italie	Espagne	Pays-Bas	Suède
Fratrie de 1	64 (37)	68 (24)	76 (26)	63 (24)	58 (10)	53 (28)
Fratrie de 2	67 (41)	63 (29)	53 (17)	74 (53)	44 (33)	70 (52)
Fratrie de 3	56 (21)	61 (23)	66 (24)	70 (28)	41 (25)	50 (34)

Lecture : en Allemagne, parmi les personnes dépendantes sans conjoint ayant un enfant unique, 64 % en reçoivent de l'aide. Parmi les personnes ayant deux enfants en vie, 67 % reçoivent de l'aide d'au moins l'un des deux. Parmi les personnes ayant trois enfants en vie, 56 % reçoivent de l'aide d'au moins l'un des trois. Les effectifs des échantillons apparaissent entre parenthèses.

Champ : personnes âgées dépendantes de plus de 65 ans sans conjoint ; données pondérées.

Source : enquête Share, 2004.

Fontaine, Gramain, Wittwer (2007) *Les configurations d'aide familiales mobilisées autour des personnes âgées dépendantes en Europe*, Economie et statistique, 403-404, 97-115

Perspectives post-industrielles

"Le sous-développement du secteur tertiaire illustre tout d'abord le poids négatif d'un coût élevé du travail peu qualifié sur l'emploi.

[...]

Le coût du travail peu qualifié doit donc être réduit.

[...]

C'est une condition nécessaire pour insérer dans l'emploi les populations dont l'insertion sur le marché du travail est la plus difficile : les jeunes, les femmes, les immigrés et les personnes peu qualifiées."

Cahuc, Debonneuil (2004) Productivité et emploi dans le tertiaire, Rapport du CAE

Perspectives post-industrielles

"Le salaire minimum est un mauvais instrument de redistribution du revenu s'il ne s'accompagne pas d'une maîtrise du coût du travail.

[...]

Les barrières au développement du travail à temps partiel (...) doivent être changées."

Cahuc, Debonneuil (2004) Productivité et emploi dans le tertiaire, Rapport du CAE

"Les pays développés qui ont retrouvé le plein emploi l'ont fait dans 75% des cas avec des emplois de moins de 30 heures et pour la moitié d'entre eux de moins de 15 heures par semaine."

Debonneuil (2008) Les services à la personne : bilan et perspectives, IGF

Perspectives post-industrielles

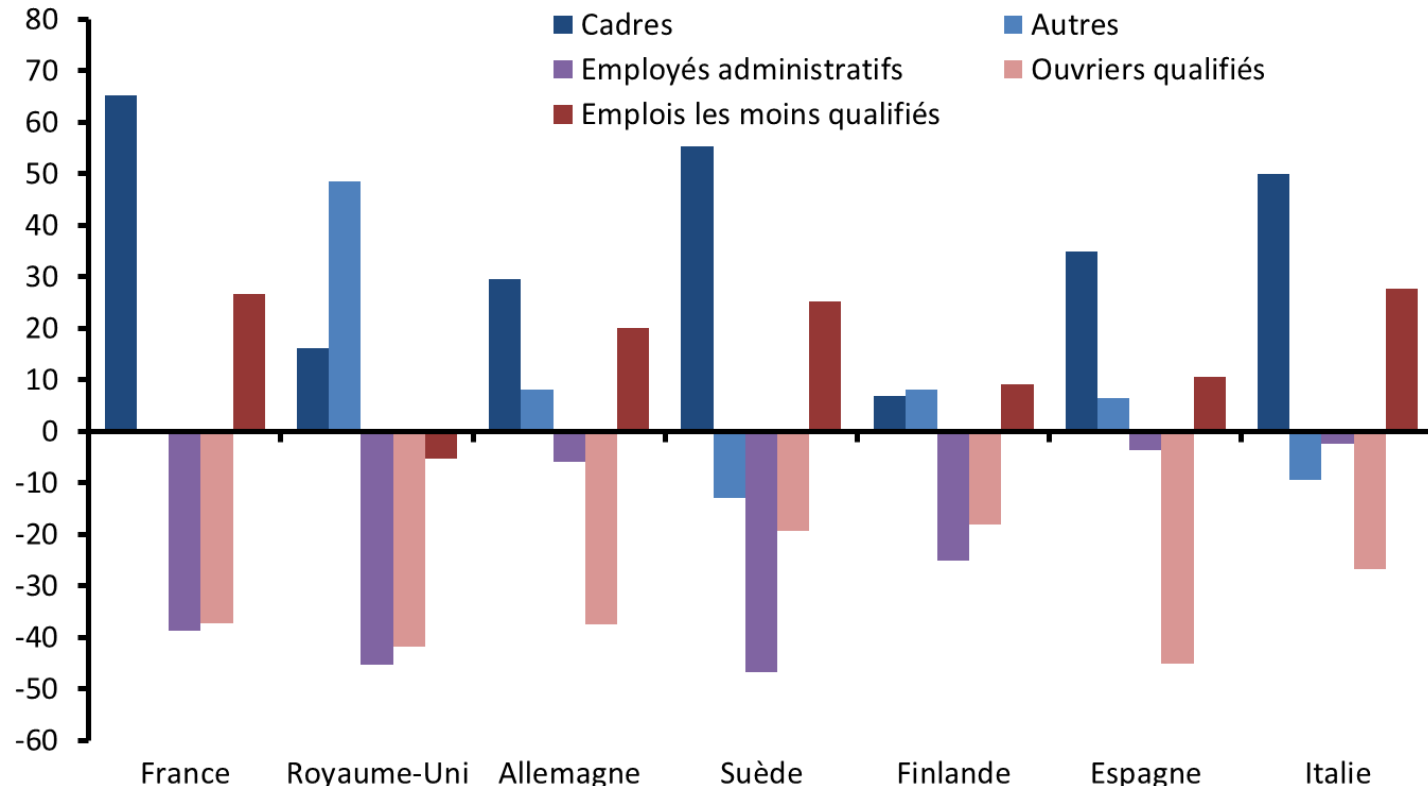
"On pourra créer autant d'emplois à temps plein qu'il y a de personnes qui chôment sans coût supplémentaire pour les finances publiques.

[...]

Pour que le coût net d'un emploi créé soit nul, il faut et il suffit que le taux de solvabilisation de l'heure de travail dans ces services soit égal à la fraction du SMIC mensuel que représente l'allocation d'inactivité."

Debonneuil (2008) Les services à la personne : bilan et perspectives, IGF

Perspectives post-industrielles



Peugny (2016) *L'évolution de la structure sociale dans quinze pays européens. Quelques éléments sur la polarisation de l'emploi*, Notes & Documents, 2016-01, Paris, OSC, Sciences Po-CNRS

Perspectives post-industrielles

La polarisation serait "naturelle"

Idée que cela viendrait de l'évolution technologique
Passage à l'économie de la connaissance et des services
Hausse de la "*productivité marginale*" des qualifiés
Demande croissance de services "*peu productifs*"

On ne *pourrait* lutter contre les inégalités

On laisse faire/accompagne → inégalités ↑
On soutient les bas salaires → chômage ↑

Il *faudrait* baisser le coût du travail

Soit via la baisse des salaires (ou la protection sociale)
Soit en subventionnant les bas salaires

Perspectives post-industrielles

L'exemple fort de la *construction* d'un secteur

Aide à domicile, garde d'enfants, jardinage, ménage, repassage, soutien scolaire, aide informatique, etc.

Au centre de la politique : un crédit d'impôt

50 % des dépenses annuelles remboursées via l'impôt

Dépenses de services à la personne, tous modes de prestation

Grande variété de services, si pourraient être à domicile

Salaires + cotisations ou prix de la prestation – subvention

Réduction (1992), crédit partiel (2007), crédit (2017)

Création à plafond bas (3 800 €, multiples ↑)

Plafond de dépenses (12 000 €, +1 500 € par enfant, +...)

Plan de la session

1. Changements technologiques/démographiques
- 2. Logique de délégation d'offre de soins – APA**
3. Logique d'incitation à l'emploi – crédit d'impôt
4. Des conditions de travail dégradées

La cinquième branche de la sécu

Sécurité sociale (1945), 5 risques assurés

1. Maladie & maternité
2. Accidents du travail & maladies professionnelles
3. Famille
4. Vieillesse

→ rajouter la perte d'autonomie

Été 2020, création de la 5^{ème} branche

Promesse depuis longtemps (au moins 2007)

Pour l'instant, cadre : pas les prestations ni le financement

À déterminer, initialement prévu pour le PLFSS 2021

L'article 2 affecte 0,15 point de CSG (2 Mds €)

De la Cades vers la CNSA à compter du 1er janvier 2024

Substitution entre branches

Orientation des appels par les SAMU

Odd ratios contrôlés en fonction des aides à domicile

	OR	SE	Zstat	Pvalue	95%CI
Advice	1.11	0.29	0.39	0.695	[0.67;1.84]
General Practitioner	2.12	0.67	2.38	0.017	[1.14;3.93]
Emergency	0.90	0.52	-0.18	0.858	[0.29;2.77]
Non-medical transport	0.86	0.15	-0.84	0.403	[0.61;1.22]
Medical transport	0.63	0.19	-1.53	0.126	[0.35;1.14]
Other	2.96	2.75	1.17	0.241	[0.48;18.2]
Death	1.44	0.64	0.83	0.408	[0.61;3.43]

Féral-Pierssens *et al.* (2019) *Home Care Services and the Arbitrage between Ambulatory and Hospital Care for Patients in Loss of Autonomy*, mimeo

Substitution entre branches

Décisions de traitements aux urgences

Odd ratios contrôlés en fonction des aides à domicile

	OR [IC95%]	P
Impossible home return	0,59 [0,38 ;0,93]	0,023
Short term hospitalization unit	0,84 [0,60 ;1,18]	0,311
Hospitalization	0,95 [0,68 ;1,34]	0,781
Intensive care	0,70 [0,30 ;1,63]	0,408
Death	1,61 [0,84 ;3,09]	0,153
Less than 2 days hospitalization	1,01 [0,66 ;1,55]	0,957
Less than 1 week hospitalization	1,20 [0,88 ;1,65]	0,502
Less than 2 weeks hospitalization	0,93 [0,66 ;1,30]	0,672
Still hospitalized at D30	1,05 [0,73 ;1,51]	0,783

Feral-Pierssens *et al.* (2020) *Emergency department outcome of elderly patients assisted by professional home services, the EPIGER study*, BMC Geriatrics 20, 355

Les dispositifs actuels

L'allocation personnalisée d'autonomie (APA)

Équipe médico-sociale prescrit des aides nécessaires

Définit un nombre d'heures prescrites

Le patient achète les services (associations ou entreprises)

Et se fait rembourser une part pour les heures prescrites

Barème de l'APA

Classement Groupes d'Iso-Ressources (GIR1 → GIR6)

Plafond d'aide maximum selon le GIR

GIR1=1914,04€/mois

GIR2=1547,93€/mois

GIR3=1118,61€/mois

GIR4=746,54€/mois

GIR5/6=0€

100 % du plan d'aide si le revenu < 864,60 €/mois

Baisse progressive de 100 % → 10 % à partir de 3184,11 €

Reste à charge de l'APA

	Seuil de pauvreté	Niveau de vie médian	Niveau de vie moyen	Copaiement maximum
Revenu/mois	1 102 €	1 836 €	2 099 €	3 184 €
Taux d'APA	90,8 %	62,3 %	52,1 %	10,0 %
RàC – GIR 1	176,31 €	721,43 €	916,75 €	1 722,64 €
RàC – GIR 2	142,59 €	583,44 €	741,40 €	1393,14 €
RàC – GIR 3	103,04 €	421,62 €	535,77 €	1006,75 €
RàC – GIR 4	68,77 €	281,38 €	357,57 €	671,89 €

Restes à charge et renoncement

Reste à charge APA → renonciation aux soins

Bourreau-Dubois et al. (2014) *Impact du reste à charge sur le volume d'heures d'aide à domicile utilisé par les bénéficiaires de l'APA*, Document de Travail du CES, 2014.24

Roquebert & Tenand (2017) *Pay Less, Consume More? The Price Elasticity of Home Care for the Disabled Elderly in France*, Health Economics 26, 1162-1174

Hégé (2018) *La Régulation du marché de l'aide Professionnelle à domicile pour les personnes âgées dépendantes*, thèse de doctorat de l'Université Paris 1

Plan de la session

1. Changements technologiques/démographiques
2. Logique de délégation d'offre de soins – APA
- 3. Logique d'incitation à l'emploi – crédit d'impôt**
4. Des conditions de travail dégradées

Les dispositifs actuels

Le crédit d'impôt pour l'emploi à domicile

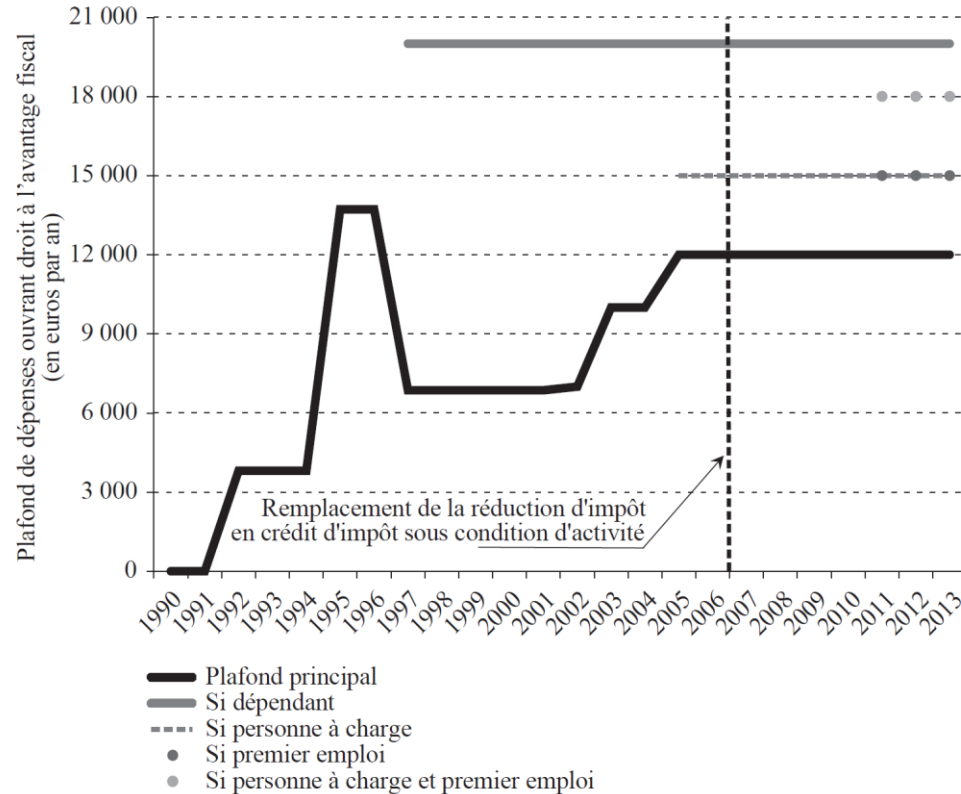
Consommation de services
à la personne

Liés ou non à l'autonomie

Si subventionnés par l'APA
→ seul le RàC compte

50 % remboursés en CI

Plafond de 12 000 €
+1500 par PàC



D'importantes dépenses publiques

SAP	7 293 M€
Crédit d'impôt sur le revenu	5 175 M€
Baisse du taux de TVA	250 M€
Cotisations sociales forfaitaires	579 M€
Cotisations sociales publics fragiles	1 289 M€

Une triple motivation

Réponse à des besoins sociaux

Accroissement de la problématique *autonomie*
Participation féminine → garde d'enfants

Création d'emplois peu qualifiés

Désindustrialisation et polarisation
→ *avenir dans le développement des services*
Idée du coût du travail comme principal levier

Aide au développement des "*productifs*"

Débarrasser les *productifs* des tâches subalternes
Notamment les femmes qualifiées des tâches ménagères
Pour qu'ils se focalisent sur potentialités professionnelles

Une création d'emplois décevante

Année de la réforme	1992	1998	2003
<i>Modifications du dispositif</i>	<i>Création, plafond de 25 000 F</i>	<i>Baisse de plafond de 90 000 F à 45 000 F</i>	<i>Hausse de plafond de 6 900 € à 10 000 €</i>
Coût de la réforme (en euros de 2013)	1 078 millions	-140 millions	88 millions
Emplois équivalent temps plein créés	27 556	-613	553
Coût par EETP créés (en euros de 2013)	39 113	228 222	159 494

Carbonnier (2015) *Efficacité et équité des aides pour l'emploi d'un salarié à domicile. Analyse des évaluations sur la réduction d'impôt entre 1991 et 2007*, Travail et emploi 143, 43-58

Raisons de cette faible création

Efficacité : effet d'incitation *versus* effet d'aubaine

Incitation : ménages hésitants, renonçant du fait du prix

Aubaine : ménages consommant même sans subvention

Hausse régulière du plafond

Ne concerne que les grands consommateurs

Ménages très aisés ou très contraints

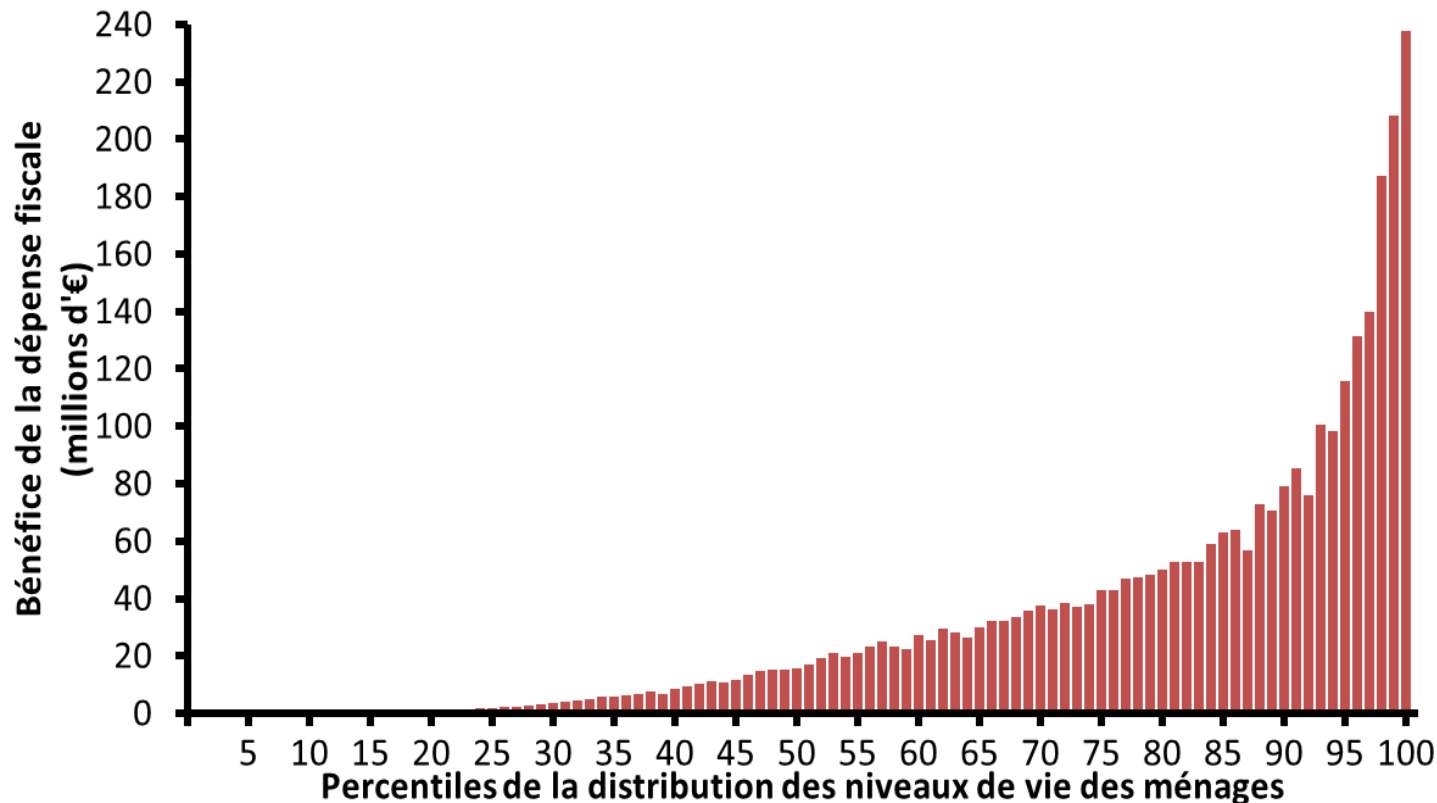
Faible incitation, forte aubaine

Évolution de la société

Faiblesse initiale des services (faible aubaine)

Augmentation des inégalités (aubaine croissante)

Inégalité devant le crédit d'impôt



En 2012, le décile le plus élevé a bénéficié de 43,5% de la dépense fiscale totale, contre seulement 6,6% pour la moitié la plus modeste de la population.

Justification des inégalités

L'efficacité du "libre choix"

Croyance dans l'efficacité allocative des marchés

Ne financer que services "utiles" → disposition à payer

A pound's worth of satisfaction to an ordinary poor man is a much greater thing than a pound's worth of satisfaction to an ordinary rich man: and if instead of comparing tea and salt, which are both used largely by all classes, we compared either of them with champagne or pineapples, the correction to be made on this account would be more than important: it would change the whole character of the estimate.

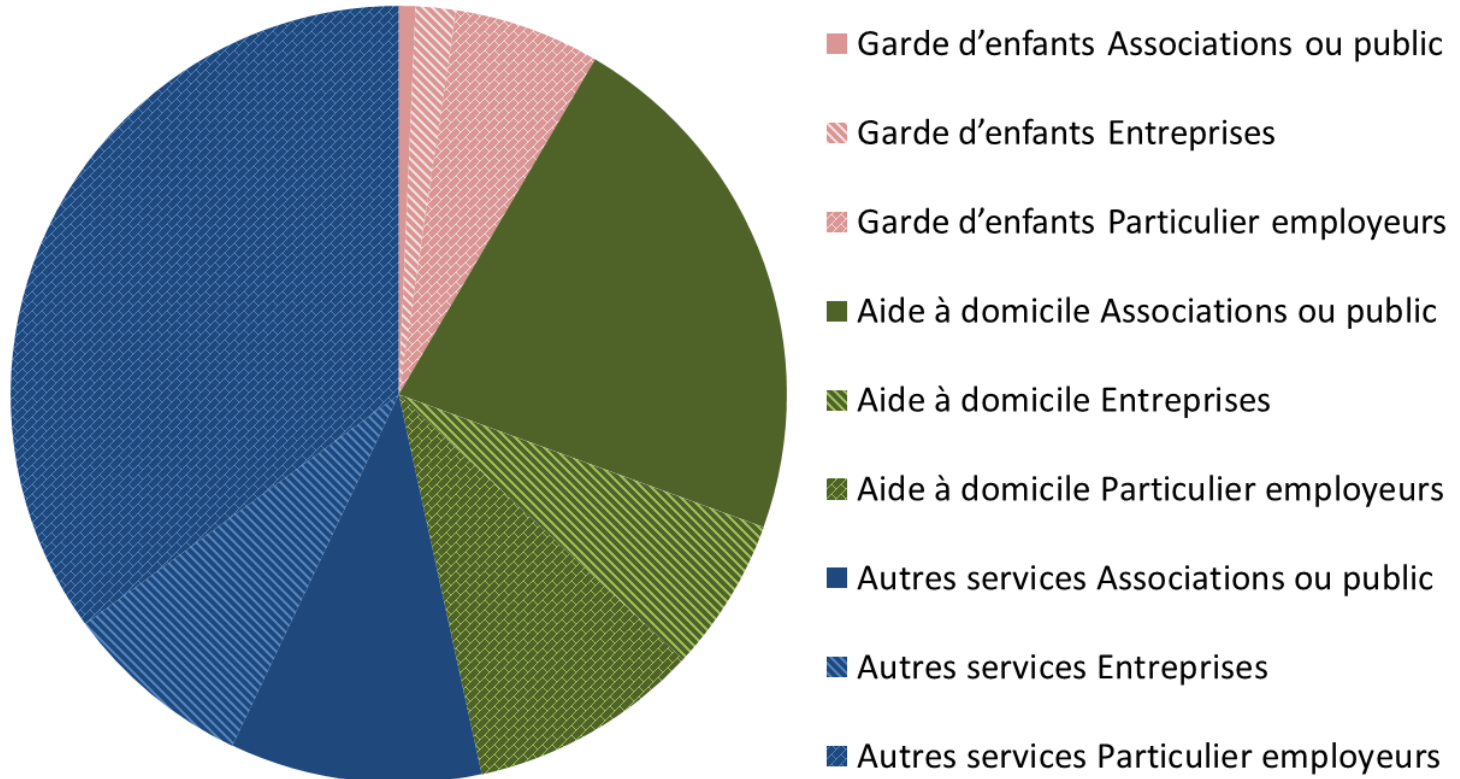
Marshall (1890) *Principles of Economics*, London: Macmillan and Co., Ltd.

Une manière de développer les services sociaux

Complément des aides ciblées sur les bas revenus

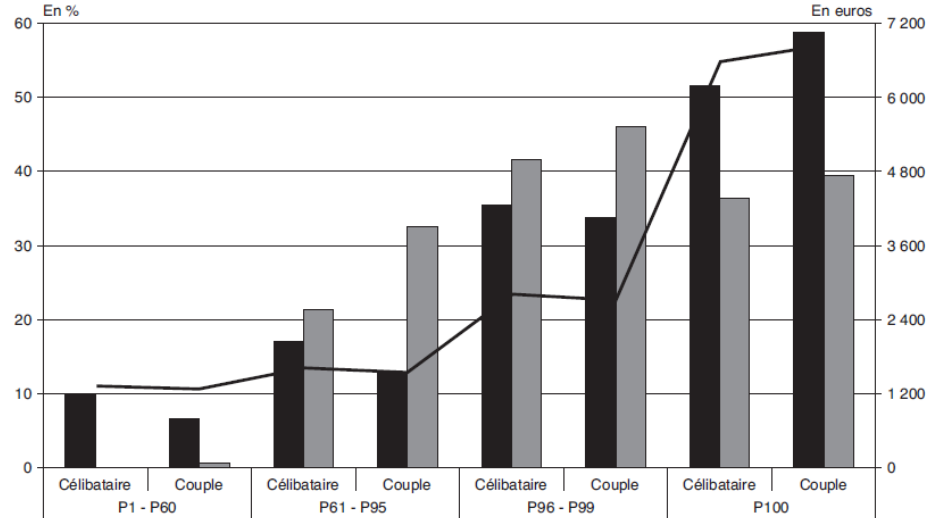
Pour un système social à deux vitesses ?

Les services subventionnés

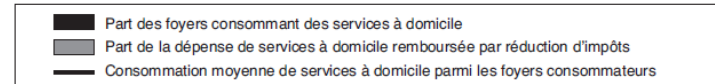
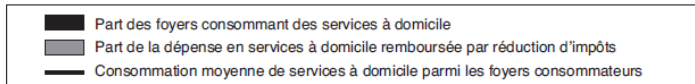
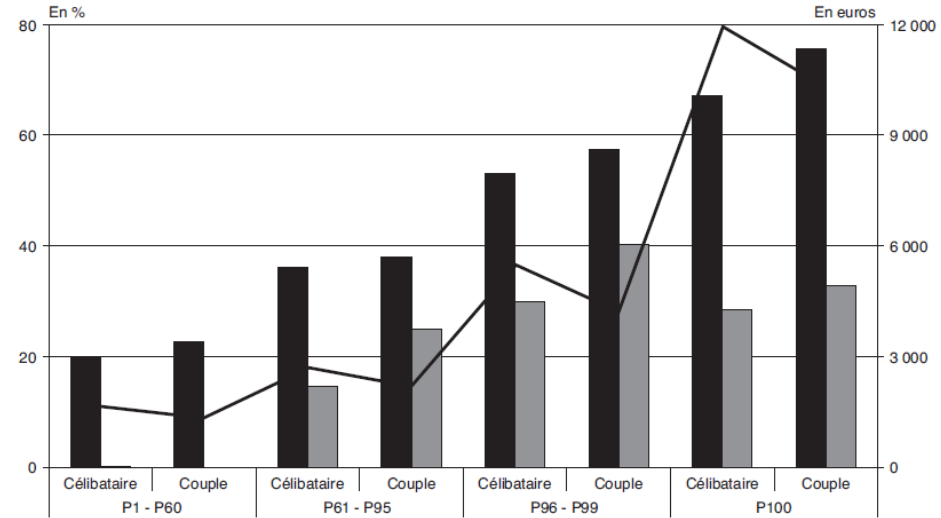


L'accès à la dépendance

A – Consommations et dépenses fiscales des foyers de 65 à 80 ans

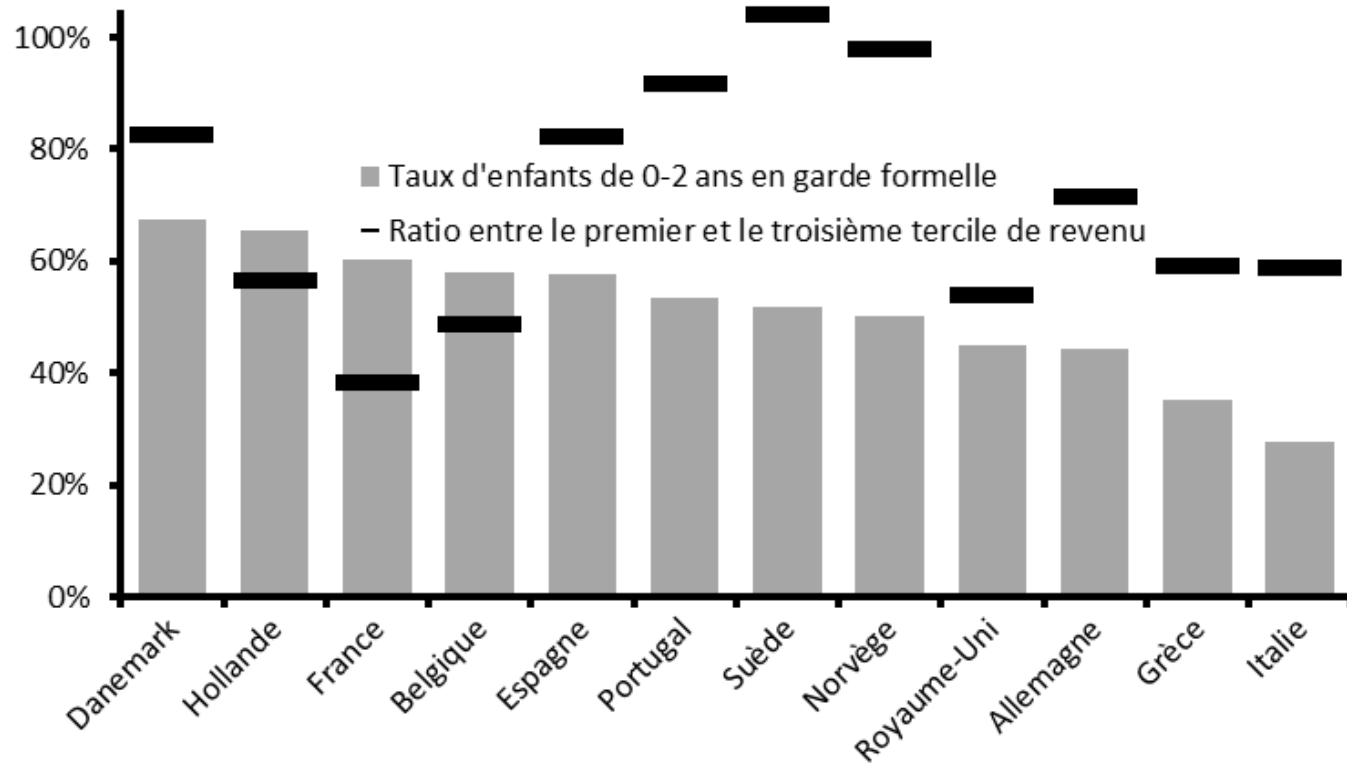


C – Consommations et dépenses fiscales des foyers de plus de 80 ans



Carbonnier (2009) *Réduction et crédit d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile, conséquences incitatives et redistributives*, Economie et Statistique n° 427-428, 67-100

L'accès à la garde d'enfants



Carbonnier & Palier (2022) *Les femmes, les jeunes et les enfants d'abord !*, Presses Universitaires de France

Effet sur les carrières féminines

Taux d'emploi des femmes relativement aux hommes
Par niveau de diplôme et âge du plus jeune enfant

Diplôme	Tertiaire			Secondaire			< secondaire			
	Tous	0-5	6-11	> 12	0-5	6-11	> 12	0-5	6-11	> 12
Suède	95	99	102	104	89	92	101	67	84	75
Allemagne	91	86	100	103	81	98	102	45	76	85
France	90	95	106	106	75	96	105	48	71	89
R-Uni	87	96	102	108	77	95	107	55	83	86
Espagne	85	98	99	104	87	85	98	63	74	79
Italie	74	105	114	128	83	94	100	53	61	72

Plan de la session

1. Changements technologiques/démographiques
2. Logique de délégation d'offre de soins – APA
3. Logique d'incitation à l'emploi – crédit d'impôt
- 4. Des conditions de travail dégradées**

Des emplois précaires

	SAP, direct	SAP, Prestataire	Tous salariés
Proportion de femmes	89.2	85.1	50.1
Age moyen (en année)	48	43	41
Moins de 30 ans	9.9	18.8	18.9
50 ans ou plus	54.4	38.2	29.0
Né à l'étranger	19.3	9.2	5.5
Parent né à l'étranger	38.3	26.9	24.7
Nombre moyen d'heures	838	923	1 404
Souhait de travailler plus	35.8	32.7	19.9
Souhait de travailler moins	1.1	1.4	2.5
Salaire moyen annuel	7 968	7 985	19 443
<i>dont SAP</i>	<i>4 250</i>	<i>6 108</i>	

Carbonnier, Morel (2018) Le retour des domestique, La république des idées, Le Seuil
données : DARES 2018 à partir de l'enquête emploi 2016

Autonomie et concurrence

Concurrence des entreprises lucratives

Mêmes droits et avantages

Moindres contraintes, notamment d'universalité

Financement mixte et diversification (services non sociaux)

Pression sur les coûts de transport des associations

Des modes de financement exclusifs

Grande dépendance aux barèmes départementaux

Quelle réalité de l'autonomie de la gouvernance ?

Délégation de la gestion des ressources humaines

La multiplicité des statuts des travailleuses

Employées en "prestataires"

Employées en "mandataires"

Le cas de la grève de 2012 en Isère

Notre plus gros problème, c'est nos salaires ! Qui accepterait de travailler autant, de s'abîmer le dos, les épaules et tout, pour ces salaires de misère ? Mais personne n'en parle, tout le monde s'en fout ! Alors quand on veut des augmentations de salaires, qui sont normales, là, ils nous disent qu'ils ne peuvent pas, que c'est pas eux, que c'est le Conseil Général qui leur donne pas assez et qu'ils peuvent rien faire, que s'ils augmentent nos salaires, l'association va fermer !

Entretien avec une représentante syndicale d'une association en Isère

Relation directe aux usagers

C'est sûr qu'on n'a pas des bons salaires... Les filles du syndicat, elles disent qu'on peut faire des choses, se mettre en grève... mais les petites mamies et les petits papis, si on fait grève, ils font comment ? Même quand on fait grève, ils ont besoin de se lever !

Entretien avec une aide à domicile, 2008

On entend des discours du type, "que va devenir le projet de l'association, je tiens au projet de l'association et si je parle je risque de mettre à mal un beau projet". C'est un discours que l'on entend beaucoup chez les salarié-e-s isolé-e-s, ils portent le poids de la survie de l'organisation.

Nadya A., citée par Cottin-Marx, 2015

Les raisons de la précarité

Devetter, Puissant (2018) *Mécanismes économiques expliquant les bas salaires dans les services à la personne, une analyse centrée sur les aides à domicile*, Travail & Emploi n° 155-156, pp. 31-64.

La naturalisation des compétences

Travail non-qualifié, non productif (de femme)

Des discriminations raciales ? (Avril 2014, *Les Aides à domicile*)

Des pénibilités niées et sans contrepartie

Idée d'occupation naturelle, pas de travail pénible

Or, plus haut taux d'AT-MP (positions, produits chimique)

L'affaiblissement des collectifs de travail

Éviter les points de rencontre

Des droits (faibles) non respectés

Séance 3

Associations de l'aide aux personnes